



TED POLLETT

Afrique subsaharienne

Financement des projets et portefeuille

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 04*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de la SFI	140	405	445
Prêts	93	242	357
Participations	28	81	36
Garanties et gestion des risques	20	82	52
Syndications de prêts signées	26	0	0
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	167	405	445
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 448	1 608	1 698
Prêts	974	1 010	1 185
Participations	414	461	336
Garanties et gestion des risques	60	137	177
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	254	225	194
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 702	1 832	1 892

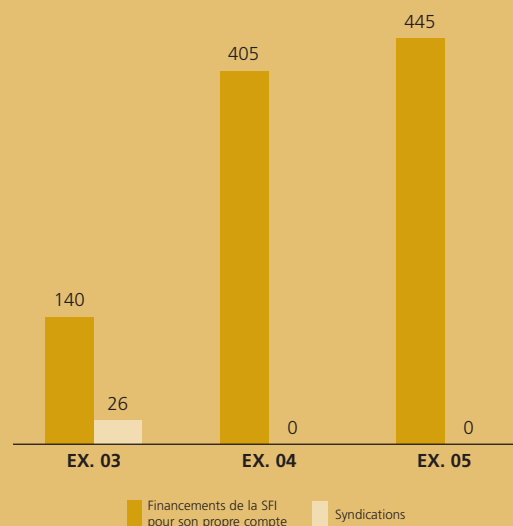
Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.

* Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de LNM Holdings Investment qui concernent la région.

** Y compris la part des projets officiellement classés projets mondiaux de BAPTFF qui concernent la région.

Engagements

(millions de dollars)



Pays bénéficiaires des plus gros engagements de la SFI

Portefeuille d'engagements de la SFI pour son propre compte au 30 juin 2005* (millions de dollars)

Nigéria	419
Afrique du Sud	191
Mozambique	139
Cameroun	121
Kenya	115

*Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux concernant ces différents pays.

Engagements au titre de projets et pays

	EX. 03	EX. 04	EX. 05
Nombre de projets	21	25	30*
Nombre de pays	13	12	14

* Y compris les investissements de BAPTFF.

AFRIQUE DU SUD, ANGOLA, BÉNIN, BOTSWANA, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, CAP-VERT, COMORES, CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, ÉRYTHRÉE, ÉTHIOPIE, GABON, GAMBIE, GHANA, GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, GUINÉE ÉQUATORIALE, KENYA, LESOTHO, LIBÉRIA, MADAGASCAR, MALAWI, MALI, MAURICE, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGER, NIGÉRIA, OUGANDA, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, RÉPUBLIQUE DU CONGO, RWANDA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES, SIERRA LEONE, SOMALIE, SOUDAN, SWAZILAND, TANZANIE, TCHAD, TOGO, ZAMBIE, ZIMBABWE

De nouvelles opportunités pour le secteur privé

Le taux de croissance en Afrique s'est établi à 4,4 % durant l'année civile 2004, contre 3,1 % en 2003. La région a bénéficié de la reprise de l'économie mondiale, de la hausse des cours des produits de base, du renforcement de la stabilité macroéconomique et de l'évolution de la situation dans différents pays. Ce taux est néanmoins resté inférieur à l'objectif de 7 % jugé nécessaire pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015. L'Afrique doit surmonter des obstacles considérables pour assurer le développement du secteur privé et est en butte, notamment, à un climat de l'investissement peu porteur, à l'insuffisance des infrastructures, au VIH/SIDA, à des conflits, et à la pénurie de capital humain.

La SFI s'efforce de promouvoir le développement de l'Afrique par le biais d'une nouvelle stratégie de plus large portée lancée durant l'exercice 04. Les investissements engagés pour l'exercice 05 se sont établis à 445 millions de dollars ; c'est la première fois que la Société investit plus de 400 millions de dollars dans la région pendant deux exercices consécutifs. La stratégie de la SFI vise principalement à élargir la portée du programme pour cibler les entreprises de taille plus réduite qui constituent l'essentiel du secteur privé en Afrique. Dans le cas des projets de plus grande envergure, elle vise à accroître l'appui fourni durant les étapes formatives de la conception des projets, pour élargir sensiblement la portée de son action au-delà de la fourniture de financement. Afin d'améliorer le climat global de l'investissement, la SFI s'efforce également d'axer les connaissances qu'elle a acquises au plan mondial ainsi que son expertise locale sur la réduction des obstacles aux investissements que rencontre le secteur privé.

Cette stratégie implique un accroissement de l'assistance technique. La SFI a donc conçu un programme qui s'appuie sur les travaux du Service de promotion et de développement des investissements en Afrique mais en élargit la portée pour promouvoir le

développement du secteur privé. Ce nouveau Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique a été approuvé par les administrateurs de la SFI en mars 2005 et la Société financera, dans un premier temps, les dépenses relatives au personnel cadre ainsi que les frais d'exploitation. Le PEP-Afrique a déjà mobilisé 9,5 millions de dollars auprès de bailleurs de fond et lancé cinq nouveaux programmes d'assistance technique pluriannuels : un programme de portée régionale pour appuyer le crédit-bail en Afrique de l'Est ; un programme parallèle de crédit-bail au Ghana, s'inscrivant dans le cadre de l'initiative pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) menées conjointement avec l'Association internationale de développement de la Banque mondiale ; un programme pour améliorer la réglementation de l'activité économique et commerciale au Burkina Faso ; un programme de promotion des exportations axé sur les entreprises de petite taille à Madagascar ; et une initiative pour le développement de l'entrepreneuriat, qui permettra de poursuivre certaines activités de développement des petites et moyennes entreprises ayant donné de bons résultats dans le cadre de l'APDF.

Dans le cadre de ses activités d'assistance aux entreprises de petite taille, la SFI a ouvert, durant l'exercice, un deuxième Centre de solutions pour les PME au Kenya. L'initiative MPME menée avec l'IDA finance des activités au Ghana, au Kenya, au Mali et en Ouganda. Toujours dans le cadre de cette initiative, la SFI a investi 1,9 million de dollars dans ACCION Nigeria pour lancer une nouvelle banque commerciale de microfinance (voir encadré) ; cette opération sera complétée par l'octroi de fonds au titre de l'assistance technique dans le cadre d'un crédit de l'IDA.

Par ailleurs, la SFI a investi dans une nouvelle banque de microfinance en République démocratique du Congo. À la demande du gouvernement de ce pays et de la Banque mondiale, la SFI a également lancé l'initiative en faveur des PME au Mozambique. Ce programme offre,



ABIGAIL TAMAKLOE

dans le cadre d'une opération pilote, un financement sous forme de capital-risque intégré à une assistance technique aux entreprises sélectionnées.

La SFI a porté une attention particulière à l'identification de nouvelles possibilités d'investissements dans la région. Cet effort s'est traduit par la fourniture de produits financiers novateurs à des écoles ghanéennes (voir encadré page 17). La Société a également accordé un financement à une nouvelle cimenterie au Nigéria, qui représente l'investissement privé le plus important réalisé dans le pays en dehors du secteur pétrolier depuis plusieurs années (voir encadré). Afin de faciliter l'élargissement du processus d'habilitation économique en Afrique du Sud, la SFI a engagé 30 millions de dollars en faveur de FirstRand Empowerment Trust (voir encadré).

La SFI n'épargne aucun effort pour conforter ses rapports avec ses clients actuels. Par exemple, elle a investi 35 millions de dollars dans MTN Nigeria, qui est le principal prestataire de services de télécommunications du pays et dans lequel elle avait déjà investi 100 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. La Société a également de nouveau investi dans Celtel, qui est un prestataire

de services de téléphonie cellulaire régional ; dans Development Finance Company of Uganda ; dans la Banque nationale de l'industrie à Madagascar ; dans Garanty Trust Bank et Diamond Bank au Nigéria ; et dans la Générale de banque de Mauritanie. Les investissements réalisés au profit de clients antérieurs ont atteint, toutes sommes confondues, 158 millions de dollars durant l'exercice 05.

La SFI s'efforce également d'aider les pays sortant d'un conflit. Après avoir effectué un premier investissement en Angola, la Société a, durant l'exercice, investi dans NOSSA Seguros, compagnie d'assurance qui aidera à accroître l'efficacité et à élargir la gamme des produits du secteur angolais des assurances.

Une grande attention a également été portée aux investissements du secteur privé dans les infrastructures. La Société a investi dans Scancom, qui est un prestataire de services de téléphonie cellulaire au Ghana ; elle a aussi entrepris plusieurs missions de services-conseil portant sur les infrastructures et elle a conclu sa mission de services-conseil pour le port de Tamatawe à Madagascar par la mise en place d'une concession privée fructueuse.

Nigéria : pour aider les plus petites entreprises à obtenir des financements



Le manque d'accès à des financements compromet gravement le développement du secteur des micro et petites entreprises au Nigéria. Dans ce pays, 85 % des entreprises ne peuvent obtenir que des crédits à court terme. La SFI aide le Gouvernement nigérian à s'attaquer à ce problème. Les banques commerciales du pays sont maintenant dans l'obligation d'affecter 10 % de leurs bénéfices avant impôt au financement de prises de participation au capital d'entreprises de taille limitée. La SFI facilite ce processus par le biais de Micro Finance Institution (MFI), qui vient d'être créée aux fins de financer les micro et petites entreprises.

MFI a été dotée d'un capital initial de 5 millions de dollars, et bénéficie des connaissances techniques et gestionnelles d'ACCION International. La SFI a pris une participation à son capital aux côtés de plusieurs grandes banques nigérianes et d'ACCION qui est le principal investisseur. Le financement de l'assistance technique est assuré par le biais du Programme conjoint de la SFI et de l'IDA pour les micro, petites et moyennes entreprises. Cet investissement est le premier réalisé par la SFI dans le cadre de ce programme.

Par suite du caractère spécialisé de ses activités, MFI pourra rationaliser ses procédures d'évaluation du crédit et mettre en place des systèmes adaptés de gestion de l'information et de suivi des microprêts. Ses activités de financement devraient devenir extrêmement efficaces en relativement peu de temps.

Nigéria : un appui à une branche d'activité jouant un rôle déterminant dans le développement

La SFI a accordé un financement de 75 millions de dollars aux fins de la construction et de l'exploitation d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 4,4 millions de tonnes par an à Obajana, dans l'Etat de Kogi. Ce projet, l'un des plus gros de la SFI dans le pays, voire dans la région, est exécuté par un important conglomerat nigérian, Dangote Industries Limited, et comblera un manque à produire sur le marché national du ciment. Alors que, maintenant, plus de 75 % de la consommation annuelle de 10,6 millions de tonnes est importé, le projet utilisera les ressources en calcaire, en gypse et en gaz naturel dont dispose le Nigéria pour produire du ciment à un prix compétitif. L'accroissement de l'offre de ciment encouragera les investissements dans les infrastructures ainsi que dans le secteur de la construction industrielle, commerciale et résidentielle. Les besoins en la matière sont criants dans cette nation de 134 millions d'habitants.

Le projet créera des emplois et relèvera le niveau de vie dans une partie du Nigéria où les activités industrielles sont limitées. Il créera également indirectement des emplois par l'intermédiaire des entreprises des secteurs formel et informel qui fournissent leurs produits et services à la cimenterie et à ses employés. La SFI aide Dangote Industries à renforcer ses capacités d'exécution de programmes de développement de proximité dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau, le développement de la petite entreprise, l'acquisition de compétences, et la santé, notamment pour lutter contre le VIH/SIDA et le paludisme.



Afrique du Sud : l'habilitation de groupes de populations dans le cadre du secteur financier

En 2003, le secteur financier sud-africain a publié une charte disposant qu'un quart des intérêts des institutions financières devrait, d'ici 2010, être utilisé en faveur de segments de la population sud-africaine défavorisés dans le passé. Pour appuyer ce programme d'habilitation, la SFI a approuvé un prêt mezzanine sur cinq ans en rand d'un montant équivalant à 30 millions de dollars en faveur de FirstRand Empowerment Trust pour financer son acquisition de 6,5 % des actions ordinaires d'une grande banque, FirstRand Limited. Ce projet s'inscrit dans le cadre du réaménagement des activités que doit opérer la banque pour respecter les clauses de la charte ; les actions ainsi acquises seront détenues dans un compte de fiducie au profit de quatre groupes d'habilitation économique de la population noire.

Le projet facilite le transfert de la propriété d'une grande institution financière, ainsi que des avantages économiques connexes, à des partenaires diversifiés jouissant d'une solide réputation. Après un temps, les flux de financement en direction de groupes d'habilitation augmenteront par suite du service de la dette relative au compte de fiducie ; les ressources financières des groupes concernés s'accroîtront et une partie du capital et du contrôle de FirstRand reviendra à des actionnaires noirs. Les membres des groupes d'habilitation bénéficieront également de services de formation professionnelle et de formations axées sur les cadres et le personnel de direction, auront accès à des postes de direction au sein de l'institution, bénéficieront de services financiers, recevront des financements au titre des activités d'habilitation et pourront procéder à des opérations de passation de marchés et de sous-traitance avec des entreprises appartenant à des Noirs. Cette transaction devrait servir de référence pour les projets de transformation à venir dans le secteur financier sud-africain et contribuer à élargir les opportunités offertes aux Sud-africains noirs.



Une aide aux entreprises pour faire face aux défis posés par le VIH/SIDA

Dans le cadre du programme de la SFI contre le sida, la Société s'efforce, avec les entreprises qui sont ses clientes en Afrique, d'accroître les efforts déployés pour lutter contre le VIH/SIDA. Cette année, MTN Nigeria a bénéficié de conseils aux fins de la formulation d'une politique relative au sida, de la réalisation d'une enquête spécialisée, de l'offre d'une éducation par les pairs, et de la fourniture d'un traitement antirétroviral à ses employés et aux personnes qui sont à leur charge. Au Kenya, Magadi Soda a également commencé à fournir ce type de traitement. La SFI contre le sida continuera de renforcer le programme interne de cette compagnie et formulera des propositions de financement pour étendre ce type d'activité à la communauté. La SFI contre le sida s'efforce également avec la société sud-africaine Herculon à donner corps à un programme d'éducation et de prévention contre le VIH/SIDA. Au Nigéria, la Société a prêté assistance à Dangote Group en vue de l'élaboration d'une politique de lutte contre le sida, de la formulation d'une stratégie d'intervention et de l'identification d'organisations non gouvernementales avec lesquelles le groupe pourrait travailler en partenariat à la réalisation d'un programme qui couvrira toutes ses opérations. En collaboration avec PEP-Afrique, le programme a entrepris de mettre au point des instruments qui aideront les entreprises de taille réduite opérant en de nombreuses parties du continent à gérer les risques commerciaux associés au VIH/SIDA. Durant l'exercice, la SFI contre le sida a également affecté des ressources à plein-temps à Johannesburg pour appuyer ses activités dans la région.



ABIGAIL TAMAKLOE

Kenya : de meilleures conditions de vie pour les agriculteurs les plus pauvres

Durant l'exercice, la SFI a prêté 178 000 dollars à Honey Care Africa Limited, petite entreprise kenyane soucieuse des intérêts de la collectivité qui vend des ruches aux fermiers du pays pratiquant une agriculture de subsistance et achète le miel qu'ils produisent à des prix garantis. Les débouchés offerts par Honey Care pour le miel produit au Kenya permettent d'accroître les revenus dans des zones rurales où les opportunités économiques sont limitées. Honey Care, grâce à laquelle les apiculteurs arrivent généralement à doubler leurs revenus, assure également la formation ainsi que les matériels et l'appui technique requis aux agriculteurs. Nombre de ceux-ci sont des femmes qui, pour la plupart, gagnent moins d'un dollar par jour. Jusqu'à présent, l'entreprise a offert des opportunités économiques durables à plus de 2 500 agriculteurs pauvres dans les zones rurales du Kenya. Par le biais de l'Initiative en faveur du renforcement des entreprises locales, la SFI aide également Honey Care à porter ses capacités de transformation aux normes internationales, à renforcer ses systèmes informatiques de gestion et à relever le niveau des services de vulgarisation qu'elle offre aux apiculteurs, aux centres de collecte et aux installations de distribution. Ce faisant, la compagnie pourra étendre son rayon d'action au Kenya, aider un plus grand nombre d'agriculteurs et se positionner sur les marchés d'exportation.

AUJEE LIN



REPRODUCTION AUTORISÉE : CELTEL



REPRODUCTION AUTORISÉE : CELTEL

Afrique : la réussite d'une entreprise encourage des investissements interrégionaux

Dans le cadre de sa collaboration avec Celtel International B.V., société de télécommunication opérant dans toute l'Afrique subsaharienne, la SFI a pu constater que la région commence à présenter de l'attrait pour les investisseurs étrangers. La Société a investi à plusieurs reprises dans Celtel depuis 1994, pour aider celle-ci à développer des réseaux de téléphonie mobile couvrant plus d'une douzaine de pays. Outre qu'elle offre des services de communication cellulaire moderne à des prix abordables aux consommateurs africains, la compagnie est un modèle de bonne gouvernance et de participation communautaire — que la SFI a donné en exemple en 2004 lors de l'attribution de son premier Prix du meilleur client. Durant l'exercice, les excellents résultats de la compagnie ont incité Mobile Telephone Corporation of Kuwait à acquérir Celtel pour un montant de 3,34 milliards de dollars. Cette transaction est un exemple majeur des investissements interrégionaux, ou encore « Sud-Sud » que la SFI s'efforce de promouvoir entre pays en développement. Elle témoigne également de l'évolution des perceptions qu'ont les investisseurs de l'Afrique subsaharienne. La nouvelle compagnie a l'intention d'appuyer la poursuite d'une croissance soutenue dans la région, et la SFI continuera de nommer l'un des membres de son conseil d'administration.